

Crise post-électorale au Mozambique : la CSI-Afrique appelle à la paix, à la justice et à la protection des travailleurs.

L'organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale, la CSI-Afrique (<https://www.ituc-africa.org/>) se déclare profondément préoccupée par la poursuite des troubles et de la violence au Mozambique à la suite des élections générales du 6 octobre. En tant qu'organisation syndicale panafricaine engagée dans la promotion des droits des travailleurs, de la justice sociale et de la démocratie, nous sommes alarmés par les récents développements, marqués par une augmentation de la violence politique, des allégations de fraude électorale et l'assassinat de personnalités politiques.

Selon la perspective des travailleurs et des syndicats, les élections démocratiques constituent l'un des piliers de la gouvernance politique et sont essentielles à la promotion d'une économie inclusive et à la protection des droits des travailleurs. Il est indispensable de maintenir la paix, la stabilité et la confiance dans le processus électoral pour favoriser la création de conditions propices au travail décent, à l'équité salariale et à l'activité syndicale. La situation actuelle au Mozambique met en péril ces piliers fondamentaux, mais aussi les conditions de vie et les moyens d'existence des travailleurs.

[Permettez-moi de souligner quelques-unes de] nos principales préoccupations :

- **La violence et les assassinats** : Nous sommes consternés par les assassinats barbares de personnalités politiques au cours de cette période électorale. Le recours à la violence pour faire taire les voix dissidentes sape les valeurs démocratiques et favorise une culture de l'impunité. Ces actes de violence, en particulier ceux qui visent des personnalités politiques et de la société civile, sapent encore davantage la confiance du public dans les institutions démocratiques. Les travailleurs et les syndicalistes, qui sont déjà aux prises avec d'énormes défis lorsqu'il s'agit de faire respecter leurs droits, sont souvent les plus durement touchés en cas d'instabilité politique, qui se traduit par des pertes d'emploi, mais aussi une détérioration des conditions de travail et des violations des droits du travail.
- **L'intégrité et la fraude électorales** : la CSI-Afrique note avec une vive préoccupation que, selon certaines informations, il y a eu des fraudes électorales, des bourrages d'urnes et des manipulations des résultats des bureaux de vote. Ces actions sont non seulement contraires au processus

démocratique, mais renforcent aussi le sentiment de désespoir et de privation de droits au sein de la population. La croissance économique et la sécurité de l'emploi des travailleurs, qui dépendent d'une gouvernance stable, sont particulièrement fragilisées lorsque l'intégrité des élections est compromise. Des élections libres, équitables et transparentes sont essentielles pour garantir le droit des citoyens, y compris des travailleurs, à contribuer à bâtir l'avenir de leur pays.

- **L'apathie et la désillusion des électeurs** : les niveaux élevés d'apathie des électeurs, qui se traduisent par le manque de participation de plus de la moitié des électeurs inscrits, reflètent une profonde désillusion à l'égard du système électoral. Le sentiment, chez les travailleurs et les citoyens, que leur vote ne compte pas porte non seulement atteinte à la démocratie politique, mais aussi à la justice économique et sociale. La démocratie doit fonctionner pour que les syndicats puissent engager un dialogue constructif avec le gouvernement et les employeurs en vue d'améliorer les conditions de travail, les salaires et la protection sociale.

- **Le risque de manipulation des jeunes et des travailleurs** : nous nous joignons à d'autres acteurs de la société civile pour exhorter les jeunes et les travailleurs mozambicains à éviter d'être utilisés comme instruments de violence ou de déstabilisation. Les jeunes travailleurs, en particulier, sont souvent entraînés dans des conflits politiques faute d'opportunités et en raison de l'érosion de la confiance dans le système. Nous appelons les dirigeants politiques à engager un dialogue constructif avec les jeunes et à répondre à leurs préoccupations légitimes en ce qui concerne l'emploi, la dignité et un avenir pacifique.

Appel à l'action

À la lumière de ces développements, la CSI-Afrique demande de

1. **mettre fin à la violence** : toutes les parties doivent immédiatement s'abstenir d'inciter à la violence ou d'y participer. La résolution pacifique des conflits est le seul moyen viable de garantir l'avenir du Mozambique en tant que société stable et démocratique. Les travailleurs, les syndicats et la société civile doivent être inclus dans le dialogue et protégés contre les conséquences de la violence politique et de l'instabilité.

2. **restaurer l'intégrité des élections** : une vérification indépendante et transparente des résultats est nécessaire. La crédibilité et la légitimité du processus électoral nécessitent la participation des parties prenantes, y compris les syndicats, les organisations de la société civile et les observateurs internationaux. Le gouvernement devrait ouvrir des espaces de dialogue et envisager des mécanismes, notamment un gouvernement d'unité nationale, en vue de rétablir la confiance dans le système politique.

3. **protéger les droits des travailleurs en temps de crise** : les troubles actuels menacent en effet leurs moyens d'existence, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme et des services publics. Le gouvernement doit donner la priorité à la protection des droits des travailleurs pendant cette période d'instabilité. Les employeurs doivent veiller à ce que les lieux de travail restent sûrs et à ce qu'il n'y ait pas de représailles contre les travailleurs qui participent à des manifestations pacifiques ou à des grèves.

4. **promouvoir le dialogue et la gouvernance inclusive** : les acteurs politiques doivent privilégier le dialogue plutôt que le conflit. L'avenir du Mozambique repose sur une gouvernance inclusive, qui

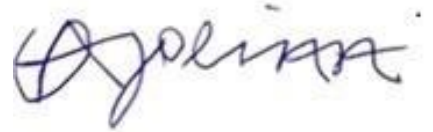
implique toutes les régions et tous les groupes sociaux, y compris les travailleurs et les syndicats. Nous appelons à la mise en place d'un cadre pour un véritable dialogue entre les dirigeants politiques, la société civile et les représentants des travailleurs en vue de tracer une voie vers la paix et la prospérité.

5. **sauvegarder les processus démocratiques** : la Commission électorale nationale doit prendre au sérieux les allégations de fraude électorale et prendre les mesures nécessaires pour rétablir la confiance du public dans les processus démocratiques du Mozambique. Un processus électoral solide, transparent et responsable est essentiel pour garantir que la voix du peuple, y compris celle des travailleurs, soit entendue et respectée.

Conclusion

La CSI-Afrique est solidaire des travailleurs et des syndicats du Mozambique, ainsi que de tous ceux qui œuvrent pour la paix, la démocratie et la justice sociale. Nous appelons tous les Mozambicains, quelle que soit leur affiliation politique, à travailler ensemble pour restaurer la paix, défendre la démocratie et protéger les droits et la dignité de tous les citoyens.

Nous réaffirmons notre engagement à soutenir les syndicats mozambicains dans la défense des droits des travailleurs, la promotion du travail décent et la défense d'une société juste et équitable.



Akhator Joel Odigie
Général, CSI-Afrique
Date: 28 octobre 2024